

[Texte]

bureaucratie et une technocratie, ce qui fait que lorsqu'on a besoin d'aide immédiatement, on s'aperçoit que cela prend beaucoup trop de temps. Lors d'une étude que j'ai faite il y a quelques années, j'ai constaté qu'il y avait 373 banques de développement dans les pays du Tiers-Monde.

Alors, il y a une prolifération d'organismes internationaux et puisque notre position a presque toujours été, si on se réfère au lendemain de la deuxième guerre mondiale, par exemple de seconder les organismes internationaux, on a délaissé un peu l'aide bilatérale. J'aimerais savoir si cette position va être reconsidérée et si on donnera plus d'importance aux échanges directs avec les pays qui sont le plus touchés par la faim ou par le sous-développement.

Mr. MacEachen: I think we are now considering, in the context of food, the question of proportion between bilateral and multilateral aid. It is under review now.

M. Pelletier (Sherbrooke): Et cela va s'étendre j'imagine non seulement à l'aide alimentaire, mais à toute autre forme d'aide technique ou autres aux pays en voie de développement au cours des prochaines années.

Mr. MacEachen: Well, at the moment, the examination is directed to the food side. It may be extended.

M. Pelletier (Sherbrooke): En tout cas, un vœu final, monsieur le président, c'est que je crois que de tous les côtés de la Chambre, lorsque viendra le temps de discuter les affaires extérieures canadiennes, je suis certain que vous allez avoir un appui considérable en ce qui a trait à l'aide aux pays en voie de développement et vous pouvez sûrement compter sur la très vaste majorité des membres de la Chambre.

The Chairman: Mr. Roche.

Mr. Roche: Mr. Chairman, I would like to follow up this line of questioning. I think the Minister is right in his presumption that there is an increasing body of support within Parliament for a more realistic role for Canada to play in international development.

I want to ask him three questions. I approach the subject by drawing the Minister's attention to a speech made by Mr. Paul Gérin-Lajoie, the President of CIDA, at the University of Ottawa on May 29, 1974, the speech entitled: "Not enough aid and aid is not enough." I think this summarizes Mr. Gérin-Lajoie's thoughts.

It is a very important speech. He is shifting his opinion on what needs to be done away from what we might call a philanthropic approach to aid over to a structural approach in which there would be a more integral part played in economic and social development, which means changing some of the international systems.

I think Mr. Gérin-Lajoie regarded it so important that he interwove it in his latest report on CIDA which just came out, it is called a four or five year review. I would like to quote you just one paragraph from his speech, Mr. MacEachen, because I think it will come to the thrust of my own questions. He says:

We should likewise be disposed to favour the establishment of a new international order, which will help to reduce the present imbalance among nations—an order that will assure a more equitable sharing of existing wealth—an order that includes new rules for commercial and monetary relations favouring an equalization of opportunity among peoples.

[Interprétation]

were 373 development banks in Third World countries in a study I made a few years ago.

There have been a proliferation of international organizations. Canada's attitude, from the end of the war on, has been to support international organizations and not to engage as much in direct bilateral aid. I should like to know if any thought has been given to changing our present policy, with an eye to engaging in more direct exchanges with countries suffering from starvation or needing help to become more developed?

M. MacEachen: Pour l'instant on s'occupe de l'aide alimentaire. D'autres formes d'aide seront peut-être étudiées plus tard.

Mr. Pelletier (Sherbrooke): This, I suppose, will not only include the food question, but all other forms of technical help extended to developing countries in the next few years.

M. MacEachen: Pour l'instant, on s'occupe de l'aide alimentaire. D'autres formes d'aide seront peut-être étudiées plus tard.

Mr. Pelletier (Sherbrooke): I should like to close by saying that I am sure you will be able to count on majority support from all members of Parliament when we discuss Canadian foreign policy in the House, especially in so far as help to developing countries is concerned.

M. le président: Monsieur Roche.

M. Roche: Je voudrais poursuivre ces questions. Le ministre a raison de croire qu'il y a un mouvement général à la Chambre voulant que le Canada joue un rôle plus réaliste dans le domaine de développement international.

J'ai cependant trois questions à lui poser. Le 29 mai 1974, M. Paul Gérin-Lajoie, le président de l'ACDI, à l'Université d'Ottawa, a déclaré: «Il n'y a pas assez d'aide et l'aide toute seule ne suffit pas». Voilà la position de M. Gérin-Lajoie.

Cette déclaration est très importante. Il est d'avis, il nous abandonner l'approche philanthropique et adopter une solution structurale, selon laquelle on tiendra davantage compte du développement social et économique, ce qui veut dire qu'il nous faut changer quelques-uns des systèmes internationaux.

Je pense que M. Gérin-Lajoie a considéré que c'était tellement important qu'il a inséré dans son dernier rapport sur l'ACDI lequel vient de sortir et qui représente une étude de quatre à cinq ans. Je voudrais juste citer un paragraphe de son discours, monsieur MacEachen, car je crois que cela pourra expliquer mes questions. Il déclare en effet:

nous sommes en faveur de l'établissement d'un nouvel ordre international qui aidera à réduire les deux équilibres qui existent actuellement entre les nations (ordre qui assurerait un partage plus équitable des richesses), ordre qui comporterait de nouveaux règlements dans les relations commerciales et monétaires favorisant une égalisation d'échanges entre les peuples.